



Message 2020-DSJ-4

15 juin 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur le contrôle des habitants

1. Origine et nécessité du projet	1
1.1. Motion Thalmann-Bolz – Butty – Modification de la loi sur le contrôle des habitants RSF 114.21.1	1
1.2. «e-Déménagement»	2
2. Système proposé	3
2.1. Extension du cercle des personnes débitrices de l'obligation d'annoncer	3
2.2. Nouvelle possibilité de consulter la plateforme informatique contenant les données des registres des habitants (FriPers)	3
3. Résultats de la consultation	4
4. Commentaire des articles	4
5. Conséquences du projet	6
5.1. Conséquences financières et en personnel	6
5.2. Incidences sur la répartition des tâches Etat-communes, conformité du projet au droit supérieur et évaluation de la durabilité du projet	7

1. Origine et nécessité du projet

Depuis son adoption en 1986, la loi sur le contrôle des habitants (LCH; RSF 114.21.1) a connu plusieurs modifications. Sa dernière version a été adoptée en 2012 et elle est restée inchangée depuis. De nouveaux objectifs, directives ou thématiques, engendrés par la création de nouvelles associations, institutions ou entreprises comme eCH, l'Observatoire du logement ou Serafe, ont marqué la nécessité d'une évolution s'agissant de l'annonce des arrivées et départs, des changements d'adresse à l'intérieur d'une commune et du rôle que jouent les régies, les bailleurs et les logeurs dans cette procédure. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat a invité le Grand Conseil à accepter la motion des député-e-s Thalmann-Bolz et Butty – Modification de la loi sur le contrôle des habitants RSF 114.21.1 (cf. chapitre 1.1 ci-dessous).

En outre, les évolutions technologiques et le recours toujours plus fréquent aux services en ligne de l'Etat (cyberadministration) nécessitent une modification légale pour permettre aux particuliers et organisations privées chargés de l'exécution d'une tâche publique ou qui sont au bénéfice d'un mandat de prestations et/ou subventionnés par l'Etat d'accéder, à certaines conditions, à la plateforme informatique contenant les données des registres des habitants, au sens de l'ordonnance y relative (RSF 114.21.12).

1.1. Motion Thalmann-Bolz – Butty – Modification de la loi sur le contrôle des habitants RSF 114.21.1

Le 18 juin 2019, les député-e-s Katharina Thalmann-Bolz et Dominique Butty, ainsi que 15 cosignataires, ont déposé une motion devant le Grand Conseil. La motion, acceptée par le Grand Conseil, proposait ainsi de modifier la loi, afin d'y inscrire l'obligation d'annonce par les régies, bailleurs et logeurs concernant les arrivées et départs de leurs locataires à la commune concernée.

En effet, le développement des systèmes informatiques cantonaux et communaux de ces dernières années, de nouveaux projets législatifs, au niveau cantonal comme au niveau fédéral, la création de l'Observatoire cantonal du logement et la collaboration, relativement nouvelle, que doivent mettre en place les communes avec la société Serafe en matière de redevance radio-télévision ont rendu à la fois possible et nécessaire une révision partielle de la loi sur le contrôle des habitants, afin de permettre une meilleure collecte des données, tant quantitativement que qualitativement. Ainsi, cette évolution s'est imposée pour diverses raisons, comme relevé plus haut, en particulier:

- > *L'arrivée de l'association eCH*: cette association édicte des normes suisses, applicables à la Confédération, aux cantons et aux communes en matière de contrôle des habitants qui ont valeur de standards en matière de cyber-administration. eCH propose l'implémentation de la nouvelle norme eCH-0112, qui concerne «l'échange de données entre les régies et propriétaires et les communes sur les arrivées et départs de locataires» et vise le flux «Régies/Propriétaires à Communes». Le projet de directive cantonale concernant les standards d'échange de données entre les communes, la plateforme informatique des données des habitants (FriPers) et la Confédération a pour objet de permettre la cristallisation dans le canton de Fribourg des différentes normes demandées par eCH. Cependant, la base légale cantonale fait actuellement défaut sur ce point précis (eCH-0112) et ne permet donc pas de mettre en œuvre cette norme.
- > *L'Observatoire du logement*: la nouvelle plateforme cantonale est un projet phare de la Direction de l'économie et de l'emploi. L'Observatoire du logement et immobilier Fribourg repose sur le besoin des acteurs privés et le souhait du Grand Conseil ainsi que du Conseil d'Etat du canton de Fribourg de disposer d'un tel instrument. Ne poursuivant aucun but lucratif, l'association vise principalement à développer un système d'information et de références utiles pour les décisions stratégiques sur le marché immobilier fribourgeois. Cette association réunit tant les privés que l'Etat, l'Association des communes fribourgeoises (ACF), les organisations économiques et bancaires, l'Association des locataires (ASLOCA), l'Association des propriétaires fonciers ou encore la Chambre fribourgeoise de l'immobilier. Une des données importantes pour remplir ses buts stratégiques serait de disposer des annonces d'arrivées et de départs communiquées par les régies, bailleurs et logeurs directement aux communes.
- > *Serafe*: la problématique rencontrée par Serafe, à savoir le décalage des informations concernant les arrivées et les départs ainsi que les changements d'adresse à l'intérieur de la commune, qui servent de base de facturation, met en évidence l'importance de cette communication directe de la part des régies, bailleurs et logeurs aux communes.
- > Finalement, il faut aussi relever que l'intégration d'une telle norme dans le cadre légal fribourgeois harmonisera la législation du canton avec celles de cantons voisins qui pratiquent déjà l'obligation d'annonce des propriétaires bailleurs, régies et logeurs (Berne, Vaud, Neuchâtel, Valais), avec les précisions suivantes: l'article 8 de la loi bernoise sur l'établissement et le séjour des Suisses (LES, RSB 122.11) du 12.09.1985 ne prévoit qu'une obligation de renseigner pour ceux qui offrent l'hébergement ou donnent un logement à bail. Dans la loi sur le contrôle des habitants (LCH) du canton de Vaud du 9 mai 1983, il

n'y a pas de disposition correspondant au nouvel article 6a de la loi fribourgeoise sur le contrôle des habitants. La loi sur le contrôle de l'habitant du canton de Valais du 14 novembre 2008 (RS_VS 176.1) ne prévoit dans son article 9 qu'une obligation de communiquer sur demande. Il n'y a que l'article 17 de la loi neuchâtoise concernant l'harmonisation des registres officiels de personnes et le contrôle des habitants (LHRCH) du 3 novembre 2009 qui prévoit que les propriétaires sont tenus d'annoncer au service communal du contrôle des habitants l'arrivée ou le départ de locataires.

A noter en outre que la loi fédérale sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes du 23 juin 2006 (Loi sur l'harmonisation de registres, LHR, RS 431.02) confirme ce résultat: cette loi ne prévoit pour les employeurs, les bailleurs et gérants d'immeuble, pour les locataires et pour les logeurs qu'une obligation de renseigner et non pas une obligation d'annoncer.

1.2. «e-Déménagement»

La société anonyme eOperations Suisse SA, dont l'Etat de Fribourg est actionnaire aux côtés d'autres cantons, propose à ces derniers une solution d'annonce électronique de déménagement, sous la forme d'une plateforme électronique dénommée «e-Déménagement». Cette plateforme devra faire l'objet d'un essai dans les communes de Châtel-Saint-Denis, Chiètres, Estavayer, Fribourg, Riaz, Romont et Tavel. Au terme de la phase d'essai, cette solution, déjà adoptée dans la majorité des cantons, sera proposée aux communes qui souhaitent offrir à leurs habitants et habitantes la possibilité de procéder à leur annonce de déménagement par voie électronique, comme les y autorise l'article 6 al. 2 (seconde phrase) LCH. «e-Déménagement» n'exécute aucune tâche sur délégation des autorités compétentes en matière de contrôle des habitants, elle constitue seulement une alternative mise à disposition des administré-e-s, qui demeurent libre d'y faire recours ou de procéder à leur annonce en se présentant au guichet du contrôle des habitants.

eOperations Suisse SA, mandataire pour les cantons du projet «e-Déménagement», doit pouvoir consulter certaines données des registres des habitants (FriPers) au moment de traiter une annonce de déménagement. Pareil accès implique cependant de modifier la LCH car, dans sa teneur actuelle, la loi permet uniquement aux particuliers et organisation privées chargés de l'exécution d'une tâche publique ou qui sont au bénéfice d'un contrat de prestations et/ou de subvention de l'Etat d'avoir un accès indirect aux données de FriPers, sous forme de liste. A cet égard, le projet mis en consultation proposait deux variantes, soit la modification de l'article 17a LCH – variante A – ou la création d'un nouvel article 17b – variante B – (cf. commentaires des articles), sur lesquelles les

participants et participantes à la consultation ont été appelés à se prononcer (cf. p. 5 et 6 chapitre 3 Résultats de la consultation).

Afin de permettre la mise en œuvre d'un essai pilote concernant «e-Déménagement» avec les communes précitées, il convient de préciser qu'une ordonnance du Conseil d'Etat, en application de l'article 21 de la loi sur le guichet de cyber-administration de l'Etat (LGCyb; RSF 17.4) a été adoptée le 23 février 2021.

2. Système proposé

Pour atteindre les buts exposés ci-dessus au chapitre 1, deux modifications de la loi sur le contrôle des habitants sont proposées.

2.1. Extension du cercle des personnes débitrices de l'obligation d'annoncer

Alors qu'à l'heure actuelle seule la personne qui emménage ou déménage dans le canton est tenue de s'annoncer aux autorités, l'ensemble des personnes, physiques ou morales, qui logent des tiers contre rémunération, pour une durée de plus de trois mois, seront également tenues à cette obligation d'annonce. Ces personnes jouent déjà un rôle en matière d'obligation d'annoncer dans la loi actuellement en vigueur (art. 8a – obligation de renseigner), puisqu'elles doivent renseigner, sur demande du préposé au contrôle des habitants, sur les personnes n'ayant pas rempli leur obligation de s'annoncer selon l'article 5. Il est attendu que cette transformation du devoir de renseigner, actuellement subsidiaire et sur demande, permettra aux communes de conserver un registre des habitants plus à jour. Il sied de noter ici que cette obligation vaut non seulement pour l'annonce d'arrivée, mais également en cas de modification de la situation ou de départ de la commune.

Partant, cette nouvelle obligation peut donc notamment:

- > résoudre les conséquences d'une non-annonce de départ des locataires ou le décalage de l'annonce d'arrivée, en particulier le fait que ces informations sont décalées dans le temps et faussent temporairement les données;
- > améliorer le rôle stratégique de l'Observatoire du logement;
- > offrir la base légale pour répondre aux standards de eCH.

Enfin, il convient de relever que cette nouvelle obligation d'annonce faite aux bailleurs, gérants d'immeubles ou logeurs peut entraîner des sanctions pénales en cas de violation de l'obligation d'annonce. L'article 23 LCH, qui n'est pas modifié dans le cadre du présent projet, dispose que la sanction de l'amende est prononçable à l'encontre de toute personne ne se conformant pas à ses obligations en vertu de la présente

loi. Alors que les personnes décrites à l'article 8a ne peuvent actuellement être sanctionnées que sur la base de l'article 23 al. 1 let. c, elles le seront désormais sur la base de l'ensemble des lettres de cette disposition, à l'exception des lettres c et d. Pour ce qui est de la lettre c, elle ne s'applique désormais plus qu'aux employeurs, pour leurs employés, ainsi que les logeurs à titre gratuit, puisque la lettre b de l'article 8a est abrogée (cf. commentaire des articles).

2.2. Nouvelle possibilité de consulter la plateforme informatique contenant les données des registres des habitants (FriPers)

En l'état, seules peuvent se voir accorder un accès direct à FriPers les autorités et administrations publiques, aux fins d'accomplir leurs tâches légales (article 16a al. 2 let. a LCH). En effet, l'article 17a, dans sa teneur actuelle, renvoie à l'article 16a al. 1 et al. 2 let. b s'agissant de la communication de données de FriPers à des particuliers et organisation privées chargés de l'exécution d'une tâche publique ou qui sont au bénéfice d'un contrat de prestations et/ou de subvention de l'Etat.

Or l'article 16a al. 2 let. b LCH ne permet la communication de données que sous forme de liste (extraction des données). Ce mode de communication n'est pas toujours compatible avec les prestations que doivent fournir les partenaires privés de l'Etat. Il en va en particulier de celles proposées par la société eOperations Suisse SA. En effet, le fonctionnement de la solution «e-Déménagement» implique pour cette dernière de pouvoir consulter certaines données figurant dans le registre cantonal des habitants et habitantes «FriPers»: le nom, le prénom, le sexe, la date de naissance, l'adresse dans la commune de départ (domicile principal) et numéro AVS de la personne procédant à l'annonce, afin de pouvoir l'identifier. Cette consultation se distingue néanmoins d'un accès par procédure d'appel qui octroierait un accès trop large aux données de FriPers à eOperations Suisse SA. C'est pourquoi le projet introduit un nouveau mode de consultation des données FriPers. A l'avenir, il sera possible d'interroger la plateforme FriPers afin d'obtenir dans un cas d'espèce certaines données ciblées d'un individu, ceci afin de lui délivrer la prestation qu'il a demandée. Pareille possibilité pourra être accordée non seulement à eOperations Suisse SA, mais aussi à toutes personnes ou organisations privées chargées de l'exécution d'une tâche publique ou au bénéfice d'un contrat de prestations et/ou de subventions de l'Etat. Ce mode de communication qui va moins loin qu'un accès par procédure d'appel respecte le principe de minimisation des données prôné en droit de la protection des données. La personne qui utilise la plateforme y introduit elle-même ces données. «e-Déménagement» doit également pouvoir identifier, par consultation de FriPers, les membres de la famille (conjoint, enfants) de la personne qui procède à l'annonce, afin qu'elles

puissent y être inclus sur confirmation de l'utilisateur ou de l'utilisatrice. Aucune donnée FriPers de l'utilisatrice ou de l'utilisateur d'«e-Déménagement» ou des membres de sa famille ne sera traitée sans son accord explicite. Cette condition de l'accès d'«e-Déménagement» à certaines données FriPers est par ailleurs posée par l'ordonnance du Conseil d'Etat concernant la mise en place d'un projet d'annonce électronique de déménagements.

3. Résultats de la consultation

La procédure de consultation externe s'est déroulée du 15 septembre au 15 décembre 2020. Elle s'est adressée à bon nombre de destinataires spécialement concernés par cette révision, à savoir notamment l'Observatoire du logement et immobilier Fribourg, l'ASLOCA, Serafe AG, la Chambre fribourgeoise de l'immobilier, l'Association des propriétaires fonciers ou encore eOperations Suisse AG. En outre, toutes les Directions, ainsi que leurs services spécifiquement concernés, ont été consultés.

D'une manière générale, le projet a été salué par une large majorité des entités consultées et aucune opposition de principe n'est à relever, tant sur la question de l'obligation d'annonce par les régies, bailleurs et logeurs, que sur la question plus spécifique de la possibilité d'annonce en ligne des déménagements.

A propos de la communication des données à des tiers privés chargés d'une tâche publique, comme «e-Déménagement», sur les deux variantes proposées, c'est la variante A (article 17a) qui a obtenu la majorité. Cette disposition est expliquée ci-dessous dans le chapitre relatif au commentaire des articles (cf. p. 8 et 9 *ad* commentaire de l'article 17a). La variante B n'a dès lors pas été retenue, considérée comme trop restrictive par les entités concernées.

Par ailleurs, certaines propositions faites lors de la consultation n'ont pas été retenues.

C'est le cas de celles formulées par l'Association des communes fribourgeoises (ACF), ainsi que diverses communes consultées, particulièrement en lien avec la question de l'acte d'origine. La cyberadministration étant en évolution constante – par exemple avec l'arrivée du nouveau système Infostar en 2024 –, il est pour l'heure plus approprié de procéder à certaines précisions, voire modifications de la pratique, par le biais notamment du «Guide du préposé au contrôle des habitants», d'autant plus que la LCH dans sa version actuelle permet déjà certaines prérogatives par la voie électronique. Il en est de même s'agissant de «l'opérationnalisation» de l'obligation d'annonce par des tiers, les aspects techniques de la mise en œuvre n'étant pas le rôle d'une loi-cadre telle que la LCH. Les communes, notamment par le biais de l'ACF, ont également sollicité la possibilité d'une exécution par substitution dans le cadre de l'annonce par des tiers; cette

proposition va au-delà toutefois de ce qui était sollicité par la motion Thalmann-Bolz et Butty.

C'est également le cas de la proposition faite par la DIAF, qui a demandé qu'il soit ajouté une disposition sur la conservation des données par les communes; ceci est toutefois une question propre à la protection des données, non pas spécifiquement au contrôle des habitants.

Finalement, les mises en garde formulées par l'Autorité de la transparence et de la protection des données ont bien été prises en compte, mais ne sont pas considérées comme bloquantes pour l'avancement du projet. Certains ajouts demandés, comme celui de l'article 6b al. 2 (liste des informations transmises par les tiers), ont été retenus.

En définitive, la procédure de consultation aura eu l'effet de remédier à quelques modifications substantielles, permettant une lecture et une compréhension plus adéquates de la loi, ainsi que de se poser des questions plus vastes sur la cyberadministration en générale.

4. Commentaire des articles

Art. 6 (titre médian modifié)

En vue d'assurer la systématique des modifications, il est approprié de modifier le titre de l'article 6 en «Déclaration d'arrivée – Annonce par les personnes concernées». Ceci permet dès lors l'insertion de l'article 6a concernant l'obligation d'annonce des tiers, tels que bailleurs, gérants d'immeubles ou logeurs.

Art. 6a (nouveau)

Cette nouvelle disposition précise l'obligation d'annonce incombant désormais également aux bailleurs, gérants d'immeubles ou logeurs. Cette obligation d'annonce, jusqu'alors subsidiaire et sur demande, devient désormais une obligation de même rang que celle incombant aux locataires.

Le choix d'intégrer cette disposition juste après celle intitulée «déclaration d'arrivée – Annonce par les personnes concernées» relève d'un souci de systématique, puisqu'il s'agissait d'ajouter une obligation de même rang que celle prévue à l'article 5, avec le même délai. Les personnes débitrices de l'obligation d'annoncer sont ainsi définies expressément et apparaissent avant que ne soient décrites les modalités de la déclaration d'arrivée, dans le nouvel article 6b.

Cette disposition contient le principe de la révision voulue par la motion. Désormais, l'ensemble des personnes, physiques ou morales, qui logent des tiers contre rémunération pour une durée de plus de trois mois est débiteur de l'obligation d'annoncer ces tiers. Sont visés spécifiquement les bailleurs, gérants d'immeubles et logeurs à titre onéreux. Ils sont

tenus d'informer immédiatement les autorités compétentes mais au plus tard dans les quatorze jours.

L'alinéa 2, inspiré par la législation vaudoise, permet de réserver certains cas particuliers qui pourraient être astreints au regard de l'alinéa 1, mais auxquels cette obligation d'annonce ne serait pas opportune, du moins pour les séjours de courte durée.

Art. 6b (nouveau)

L'article 6b et les modalités qu'il contient sont nécessaires, dans la mesure où, par la modification de la loi sur le contrôle des habitants, le cercle des personnes débitrices de l'obligation d'annoncer les arrivées et départs et les changements d'adresse des habitants est étendu. Comme l'obligation des habitants de s'annoncer auprès du préposé au contrôle des habitants prévue par l'article 6 de la loi sur le contrôle des habitants demeure en parallèle avec la nouvelle obligation, les autorités devraient recevoir deux annonces pour les mêmes personnes, raison pour laquelle certaines précisions sont nécessaires. Cette double annonce permet par ailleurs une plus grande véracité des données relatives au habitants, mais elle doit répondre à certaines exigences précisées dans cette disposition.

Ainsi, l'alinéa 1 pose le principe de la manière de déclarer l'arrivée ou le départ par les tiers au sens de l'article 6a, à savoir par correspondance ou par voie électronique.

L'alinéa 2 précise quelles informations exactement la personne débitrice de l'obligation d'annoncer au sens de l'article 6a doit transmettre et permet ainsi de délimiter les données personnelles que les tiers doivent communiquer, ce qui permet de répondre aux exigences de protection des données.

Enfin, l'alinéa 3 pose le principe de la double annonce, en précisant que l'annonce de la personne concernée au sens de l'article 6 ne dispense pas celle des tiers au sens de l'article 6a, et inversement.

Art. 8 al. 1 (modifié)

L'alinéa premier de cette disposition était formulé de telle sorte que seules les personnes tenues d'annoncer leur propre arrivée ou départ à l'autorité compétente étaient concernées. Désormais, dans la mesure où certaines personnes astreintes à l'obligation d'annoncer ne le font plus uniquement pour elles-mêmes, mais pour des tiers, il convenait donc de modifier la formulation de cet alinéa dans ce sens et d'impliquer par conséquent les personnes visées également à l'article 6a.

Le reste de la disposition souffre de la même problématique de formulation. Cependant, la modification du simple alinéa premier clarifie la situation et il est dès lors évident que la liste des informations à fournir figurant aux alinéas suivants

doit l'être soit par la personne elle-même, soit par la personne astreinte à l'obligation d'annoncer en vertu de l'article 6a.

Art. 8a al. 1 let. b (abrogé) et c (modifié)

La lettre b de l'alinéa premier de l'article 8a est abrogée, dans la mesure où elle devient inutile. Quant à la lettre c, celle-ci est modifiée, afin de faire la différence entre les logeurs visés par l'article 6a et ceux qui le font à titre gratuits, dans le sens de la présente disposition. Cette disposition prévoit une obligation subsidiaire de renseigner, alors que pour les bailleurs, gérants d'immeubles et logeurs – qui le font contre rémunération, il s'agit désormais d'une obligation d'annoncer principale, telle que prévue à l'article 6a.

Art. 10 al. 1 (modifié)

En plus de l'obligation d'annoncer son arrivée dans une commune, la loi sur le contrôle des habitants prévoit une obligation d'annoncer tout changement de situation relatif à l'identité ou à l'adresse d'une personne enregistrée auprès de la commune. Les personnes ont alors 30 jours à partir du changement pour avertir les autorités de la commune.

Le nouvel alinéa 1 complète cette obligation en y ajoutant les personnes débitrices de l'obligation d'annonce définies à l'article 6a.

Art. 11 al. 2 (nouveau)

Un second alinéa est ajouté à cette disposition. Dernier volet de l'obligation d'annonce, il revient également aux personnes désignées à l'article 6a d'annoncer le départ des personnes qu'elles hébergent. Elles sont néanmoins dispensées de l'obligation d'annoncer la destination de la personne qui quitte la commune. Cet allègement de l'obligation permet d'assurer que les personnes désignées à l'article 6a n'aient pas à s'immiscer dans la vie privée des tiers qu'elles hébergent, dans une mesure plus étendue que ce que prévoit leurs contrats de logements. Il convient dans cette optique de rappeler que les personnes définies à l'article 6a restent des entités privées, qui ne représentent pas l'autorité dans leurs interactions avec les tiers qu'elles hébergent.

Art. 16a al. 2 lit. a^{bis} (nouveau)

Selon le texte actuel de la loi, les possibilités d'interaction avec la plateforme FriPers se limitent à un accès direct par procédure d'appel (art. 16a al. 2 let. b). Cela correspond au mode de communication automatisé des données par lequel les destinataires, en vertu d'une autorisation du responsable du fichier, décident de leur propre chef, sans contrôle préalable, du moment et de l'étendue de la communication (cf. art. 2 al. 1 let. c du Règlement sur la sécurité des données personnelles [RSD; RSF 17.15]). Il existe cependant d'autres

possibilités d'interaction qui vont moins loin qu'un accès par procédure d'appel. C'est le cas, notamment, de l'interfaçage qui est mis en place entre la plateforme «e-Déménagement» et la plateforme FriPers. Avec ce système, la plateforme «e-Déménagement» n'accède à aucun moment directement et de son propre chef aux données de la plateforme FriPers. L'interfaçage prévu permet uniquement à la plateforme «e-Déménagement» d'envoyer électroniquement une requête à la plateforme FriPers. Cette demande est ensuite traitée automatiquement par cette dernière. Si, et seulement si, la demande satisfait aux conditions fixées préalablement, la plateforme FriPers communique les données prévues à la plateforme «e-Déménagement». Il ne s'agit ainsi pas d'un accès par procédure d'appel, mais d'une communication de données automatisée dont l'exécution peut être soumise à différentes conditions.

Cette possibilité d'interaction ne ressort pas actuellement de la LCH. Dans la mesure où cette possibilité d'interaction présente un intérêt particulier et qu'elle peut être envisagée dans d'autres types de situation (ce qui semble tout à fait vraisemblable avec l'essor des services de cyberadministration), il paraît souhaitable d'en faire mention de façon explicite dans la LCH en tant que variante plus modérée que l'octroi d'un accès par procédure d'appel, ce qui est ainsi prévu dans la présente disposition.

Il convient ici d'expliquer les points communs et les différences entre les articles 16a al. 2 let. a et 16a al. 2 let. a^{bis}. S'agissant des points communs, tant la procédure d'accès par voie d'appel que la possibilité d'adresser électroniquement une requête à la plateforme FriPers requièrent à chaque fois le dépôt d'une demande d'autorisation et une décision favorable de la part de la DSJ. Quant aux différences, elles portent sur le type d'accès aux données. L'octroi d'un accès par procédure d'appel confère au bénéficiaire de la décision un accès inconditionnel aux données de la plateforme FriPers conformément à la décision rendue et aussi longtemps que celle-ci dure. Une fois l'autorisation accordée, son bénéficiaire accède en bloc à l'ensemble des données désignées dans l'autorisation de tous les citoyens et citoyennes sans qu'il n'y ait plus aucun contrôle préalable. La situation est différente avec l'octroi de la possibilité d'adresser électroniquement une requête à la plateforme FriPers tendant à la communication de certaines données. Dans ce cas, le bénéficiaire de la décision ne peut pas consulter librement l'ensemble des données de tous les citoyens et citoyennes. Il ne peut le faire que pour certains d'entre eux et si certaines conditions fixées préalablement au moyen d'un protocole informatique sont réalisées. La communication des données est donc subordonnée à un contrôle préalable. Le traitement de la requête et l'analyse des conditions se font de manière automatisée par la plateforme FriPers. Si les conditions fixées préalablement sont réalisées, la plateforme exécute automatiquement la communication de données. Si les conditions ne sont pas réalisées, le processus

s'interrompt et aucune communication de données n'a lieu. Dès lors que, dans ce type de situations, il n'existe aucune marge de manœuvre par rapport à la question de savoir si la communication peut avoir lieu ou non, le fait que le contrôle se fasse de manière automatisée rend celui-ci particulièrement fiable.

Art. 17a al. 1 (modifié) et al. 2 (nouveau)

En modifiant l'article 17a LCH comme proposé, on rend également applicable l'article 16a al. 2 LCH aux particuliers et organisations privées chargés de l'exécution d'une tâche publique ou qui sont au bénéfice d'un contrat de prestations et/ou de subvention de l'Etat, de manière à pouvoir leur permettre de consulter certaines données FriPers. En effectuant un renvoi à l'article 16a dans son intégralité, la nouvelle teneur proposée de l'article 17a exige également que la procédure et les modalités d'accès soient réglées dans une ordonnance du Conseil d'Etat. S'agissant d'«e-Déménagement», les conditions d'accès seront identiques à celles actuellement prévues par l'ordonnance provisoire. Cette dernière exige notamment que l'utilisateur doit avoir au préalable consenti explicitement, en toute liberté et en connaissance de cause, au traitement des données concernées.

La formulation proposée dans cette variante est large et permettrait d'accorder la communication de certaines données de FriPers à d'autres personnes ou organisations privées que eOperations suisse SA, si ces dernières en ont besoin pour exécuter une tâche que l'Etat leur aurait déléguée – ce qui nécessite une base légale explicite- ou confiée par mandat de prestations.

L'alinéa 2 complète l'alinéa 1, dans la mesure où l'on vise ici des personnes ou des organismes qui sont extérieurs à l'Etat, par l'obligation de passer un contrat avec la personne ou l'organisme en question portant, en particulier, sur la sécurité des données. La législation sur la protection des données demeure dans tous les cas applicables.

5. Conséquences du projet

5.1. Conséquences financières et en personnel

Aucune conséquence financière n'est à prévoir pour le canton en lien avec le présent projet.

5.2. Incidences sur la répartition des tâches Etat-communes, conformité du projet au droit supérieur et évaluation de la durabilité du projet

Les nouvelles obligations découlant de la modification de loi sur le contrôle des habitants seront essentiellement à la charge des communes, qui assument le contrôle des habitants en vertu de l'article 12 al. 1 LCH. Les communes devront s'assurer de la collaboration efficace des personnes définies au nouvel article 5a et mettre à jour leur système informatique de contrôle des habitants afin de prendre en compte cette nouvelle source d'annonce. Dans ce cadre, il reviendra aux communes d'implémenter la norme eCH-0112, qui prévoit «l'échange de données entre les régies et propriétaires et les communes sur les arrivées et départs de locataires» et qui vise le flux «Régies/Propriétaires à Communes», dans leurs systèmes informatiques. L'Association des communes fribourgeoises (ACF) s'étant prononcée en faveur de la révision de la loi sur le contrôle des habitants, les communes fribourgeoises semblent être prêtes à fournir les efforts nécessaires pour mettre en place ce nouveau système, tout en précisant que ceux-ci seront avant tout techniques et financiers et qu'ils sont en principe pris en charge dans la mise à jour des logiciels de gestion communale.

Le présent avant-projet est compatible avec le droit de rang supérieur, soit le droit européen, le droit fédéral ainsi que la Constitution cantonale. Il n'a aucune portée en matière de développement durable.



Botschaft 2020-DSJ-4

15. Juni 2021

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle

1. Ursprung und Notwendigkeit des Entwurfs	8
1.1. Motion Thalmann-Bolz/Butty – Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle SGF 114.21.1	8
1.2. «eUmzugCH»	9
2. Vorgeschlagene Regelung	10
2.1. Erweiterung des meldepflichtigen Personenkreises	10
2.2. Erweiterter Zugriff mittels Abrufverfahren auf die Informatikplattform für die Einwohnerregisterdaten (FriPers)	10
3. Ergebnisse der Vernehmlassung	11
4. Kommentar zu den einzelnen Artikeln	11
5. Auswirkungen des Entwurfs	14
5.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen	14
5.2. Auswirkungen auf die Aufgabenteilung Staat–Gemeinden, Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht und Evaluation der Projektnachhaltigkeit	14

1. Ursprung und Notwendigkeit des Entwurfs

Das Gesetz über die Einwohnerkontrolle (EKG; SGF 114.21.1) wurde seit seiner Verabschiedung im Jahr 1986 mehrmals geändert. Die jüngste Version wurde im Jahr 2012 verabschiedet und ist seitdem unverändert geblieben. Neue Ziele, Richtlinien und Themen, die mit der Schaffung neuer Vereinigungen, Institutionen und Unternehmen wie des Vereins eCH, des Freiburger Wohnungs- und Immobilienmonitors oder von Serafe einhergingen, haben die Notwendigkeit einer Weiterentwicklung bei der Ankunfts- und Wegzugserklärung, bei Adressänderungen innerhalb einer Gemeinde und bei der Rolle der Liegenschaftsverwaltungen, Vermietenden und Logisgebenden in diesem Verfahren verdeutlicht. Aus diesem Grund hat der Staatsrat den Grossen Rat eingeladen, die Motion von Grossrätin Thalmann-Bolz und Grossrat Butty – Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle SGF 114.21.1 (vgl. Kapitel 1.1) – anzunehmen.

Auch die technologischen Entwicklungen und der immer häufigere Zugriff auf die Online-Dienste des Staates (E-Government) machen eine gesetzliche Änderung erforderlich. So soll privaten Personen und Organisationen, die

mit der Erfüllung einer öffentlichen Aufgabe beauftragt sind, über einen Leistungsauftrag verfügen oder vom Staat Subventionen empfangen, unter bestimmten Bedingungen der Zugriff auf die Informatikplattform für die Einwohnerregisterdaten im Sinne der entsprechenden Verordnung (SGF 114.21.12) ermöglicht werden.

1.1. Motion Thalmann-Bolz/Butty – Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle SGF 114.21.1

Am 18. Juni 2019 reichten Grossrätin Katharina Thalmann-Bolz und Grossrat Dominique Butty sowie 15 Mitunterzeichnende im Grossen Rat eine Motion ein. Die vom Grossen Rat angenommene Motion schlug eine Gesetzesänderung vor, um Liegenschaftsverwaltungen, Vermietende und Logisgebende dazu zu verpflichten, der betroffenen Gemeinde Ankunft und Wegzug ihrer Mieterinnen und Mieter zu melden.

Die Entwicklung der Informatikdienste des Kantons und der Gemeinden in den letzten Jahren, neue Gesetzesvorhaben auf Kantons- und Bundesebene, die Gründung des kantonalen Wohnungs- und Immobilienmonitors und die noch

relativ neue Zusammenarbeit der Gemeinden mit der Gesellschaft Serafe zur Erhebung der Radio- und Fernsehgebühr haben eine Teilrevision des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle sowohl ermöglicht als auch unabdingbar gemacht. Auf diese Weise soll eine quantitativ und qualitativ bessere Datensammlung erreicht werden. Wie weiter oben dargelegt, wurde diese Entwicklung aufgrund mehrerer Gründe notwendig, insbesondere folgende:

- > *Die Gründung des Vereins eCH:* Der Verein erlässt für den Bund, die Kantone und die Gemeinden geltende Schweizer Standards für die Einwohnerkontrolle im Bereich E-Government. eCH schlägt die Umsetzung des neuen Standards eCH-0112 vor, der den «Datenaustausch zwischen den Liegenschaftsverwaltungen und Eigentümern und den Gemeinden über die Ankunft und den Wegzug von Mieterinnen und Mietern» betrifft und auf den «Informationsfluss von den Liegenschaftsverwaltungen/Eigentümern zu den Gemeinden» abzielt. Der Entwurf der kantonalen Richtlinie über die Standards für den Datenaustausch zwischen den Gemeinden, der Informatikplattform für die Einwohnerregisterdaten (FriPers) und dem Bund bezweckt die Umsetzung verschiedener vom Verein eCH geforderter Standards im Kanton Freiburg. Die kantonale gesetzliche Grundlage weist jedoch zurzeit bei genau diesem Punkt (eCH-0112) eine Lücke auf und erlaubt deshalb die Umsetzung des Standards nicht.
- > *Der Freiburger Wohnungs- und Immobilienmonitor:* Die neue kantonale Plattform ist ein wichtiges Projekt der Volkswirtschaftsdirektion. Auslöser für die Schaffung des Freiburger Wohnungs- und Immobilienmonitors waren das Bedürfnis privater Akteure und der Wunsch des Grossen Rates und des Staatsrates des Kantons Freiburg nach einem solchen Instrument. Hauptziel des gemeinnützigen Vereins ist die Entwicklung eines Referenzinformationssystems als Hilfsmittel bei strategischen Entscheidungen auf dem Freiburger Immobilienmarkt. Der Verein vereint sowohl Privatpersonen als auch den Staat, den Freiburger Gemeindeverband (FGV), Wirtschaftsorganisationen und Banken, die Mietervereinigung (ASLOCA), den Hauseigentümerverband oder die Immobilienkammer Freiburg. Zur Erreichung der strategischen Ziele wäre es für den Verein wichtig, über die Ankunfts- und Wegzugsdaten zu verfügen, welche die Liegenschaftsverwaltungen, Vermietenden und Logisgebenden direkt an die Gemeinden übermitteln.
- > *Serafe:* Serafe stellt Probleme mit verzögerten Ankunfts- oder Wegzugserklärungen und Adressänderungen innerhalb einer Gemeinde fest. Dabei handelt es sich um Informationen, die für die Rechnungsstellung notwendig sind. Diese Problematik verdeutlicht die Wichtigkeit einer funktionierenden direkten Kommunikation zwischen den Liegenschaftsverwaltungen, Vermietenden und Logisgebenden und den Gemeinden.

- > Zuletzt muss ebenfalls betont werden, dass die Einführung eines solchen Standards in den gesetzlichen Rahmen Freiburgs die kantonale Gesetzgebung mit jener der Nachbarkantone (Bern, Waadt, Neuenburg, Wallis) in Einklang bringen würde. Diese haben die Meldepflicht für Liegenschaftsverwaltungen, Vermietende, und Logisgebende bereits eingeführt, wobei folgende Erläuterungen anzubringen sind: Artikel 8 des Berner Gesetzes über Niederlassung und Aufenthalt der Schweizer (GNA, BSG 122.11) vom 12.09.1985 sieht nur eine Auskunftspflicht für Personen vor, die Unterkunft gewähren oder eine Wohnung vermieten. Im Einwohnerkontrollgesetz des Kantons Waadt vom 9. Mai 1983 (LCH) gibt es keine Bestimmung, die dem neuen Artikel 6a des Freiburger Gesetzes über die Einwohnerkontrolle entsprechen würde. Das Gesetz über die Einwohnerkontrolle des Kantons Wallis vom 14. November 2008 (SR_VS 176.1) sieht in Artikel 9 lediglich eine Auskunftspflicht auf Verlangen vor. Einzig Artikel 17 der Neuenburger *Loi concernant l'harmonisation des registres officiels de personnes et le contrôle des habitants* (Gesetz über die Harmonisierung der amtlichen Personenregister und die Einwohnerkontrolle, LHRCH) vom 3. November 2009 sieht vor, dass Hauseigentümerinnen und Hauseigentümer der kommunalen Einwohnerkontrolle die Ankunft und den Wegzug von Mieterinnen und Mietern melden müssen.

Im Übrigen bestätigt das Bundesgesetz über die Harmonisierung der Einwohnerregister und anderer amtlicher Personenregister vom 23. Juni 2006 (Registerharmonisierungsgesetz, RHG, SR 431.02) dieses Ergebnis: Das Gesetz sieht für Arbeitgebende, Vermietende und Immobilienverwaltungen sowie für Mieter und Mieter und Logisgebende nur eine Auskunftspflicht und keine Meldepflicht vor.

1.2. «eUmzugCH»

Die Aktiengesellschaft eOperations Schweiz AG, bei welcher der Staat Freiburg neben anderen Kantonen Aktionär ist, bietet den oben genannten Akteuren eine elektronische Umzugsmeldelösung in Form einer elektronischen Plattform mit dem Namen «eUmzugCH» an. Diese Plattform soll in den Gemeinden Châtel-Saint-Denis, Kerzers, Estavayer, Freiburg, Riaz, Romont und Tafers getestet werden. Nach der Versuchsphase wird die in den meisten Kantonen bereits eingeführte Informatiklösung den Gemeinden zur Verfügung gestellt. Gemeinden, die ihren Einwohnerinnen und Einwohnern die Möglichkeit bieten möchten, ihre Umzugsmeldung elektronisch durchzuführen, werden dies danach in Übereinstimmung mit Artikel 6 Abs. 2 (zweiter Satz) EKG tun können. Die Plattform eUmzugCH erfüllt keine Aufgaben im Auftrag der Behörden, die für die Einwohnerkontrolle zuständig sind. Sie stellt lediglich eine Alternative dar, die den Bürgerinnen und Bürgern zur Verfügung gestellt wird.

Diesen bleibt es freigestellt, davon Gebrauch zu machen oder ihre Meldung weiterhin am Schalter der Einwohnerkontrolle vorzunehmen.

eOperations Schweiz AG muss als Auftragnehmer der Kantone für das Projekt «eUmzugCH» für die Bearbeitung einer Umzugsmeldung bestimmte Daten der Einwohnerregister (FriPers) einsehen können. Dieser Zugriff erfordert jedoch eine Änderung des EKG, weil das Gesetz nach seinem aktuellen Wortlaut nur privaten Personen und Organisationen, die mit der Erfüllung einer öffentlichen Aufgabe beauftragt sind, über einen Leistungsauftrag verfügen oder staatliche Subventionen erhalten, einen direkten Zugriff auf die Daten von FriPers (in Listenform) erlaubt wird. Hierzu schlug der in Vernehmlassung gegebene Entwurf zwei Varianten vor: entweder die Änderung von Artikel 17a EKG – Variante A – oder die Einführung eines neuen Artikels 17b – Variante B (siehe Kommentar zu den einzelnen Artikeln), zu denen sich die Teilnehmenden der Vernehmlassung äussern sollten (siehe Kapitel 3 Vernehmlassungsergebnisse, S. 5 und 6).

Um die Umsetzung eines Pilotversuchs von «eUmzugCH» in den zuvor genannten Gemeinden zu ermöglichen, wurde am 23. Februar 2021 in Anwendung von Artikel 21 des Gesetzes über den E-Government-Schalter des Staates (E-GovSchG; SGF 17.4) eine Verordnung des Staatsrats verabschiedet.

2. Vorgeschlagene Regelung

Zur Erreichung der in Kapitel 1 erläuterten Ziele werden zwei Änderungen des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle vorgeschlagen.

2.1. Erweiterung des meldepflichtigen Personenkreises

Während die Meldepflicht derzeit nur für Personen gilt, die innerhalb des Kantons ein- oder umziehen, werden neu auch alle natürlichen und juristischen Personen, die Drittpersonen gegen Entgelt für eine Dauer von mehr als drei Monaten beherbergen, meldepflichtig sein. Diese Personen spielen bereits im geltenden Gesetz (Art. 8a – Auskunftspflicht) eine Rolle bei der Meldepflicht. Auf Anfrage des Vorstehers der Einwohnerkontrolle müssen sie Auskunft über nach Artikel 5 meldepflichtige Personen, die ihrer Verpflichtung nicht nachgekommen sind, erteilen. Es wird erwartet, dass diese Umwandlung der Auskunftspflicht, die derzeit subsidiär und auf Anfrage besteht, die Gemeinden dabei unterstützen wird, die Einwohnerregister auf dem neusten Stand zu halten. Es ist darauf hinzuweisen, dass diese Pflicht nicht nur für die Ankunftserklärung gilt, sondern auch im Falle einer Änderung der Umstände oder eines Wegzugs aus der Gemeinde.

Diese neue Pflicht kann namentlich dazu beitragen:

- > die negativen Folgen einer fehlenden Wegzugserklärung von Mieterinnen und Mietern oder Verzögerungen bei der Ankunftserklärung zu verhindern, insbesondere den verzögerten Informationsfluss, der vorübergehend die Daten verfälscht;
- > die strategische Rolle des Wohnungsmonitors zu verbessern;
- > die gesetzliche Grundlage zur Erfüllung der eCH-Standards zu bieten.

Schliesslich ist hervorzuheben, dass die Verletzung dieser neuen Meldepflicht für die Vermietenden, Liegenschaftsverwaltungen und Logisgebenden strafrechtliche Sanktionen nach sich ziehen kann. Gemäss Artikel 23 EKG, der im Rahmen dieses Entwurfs nicht geändert wird, wird jede Person mit Busse bestraft, die ihren Pflichten gemäss dem geltenden Gesetz nicht nachkommt. Während Strafen für die in Artikel 8a festgelegten Personen derzeit nur auf Grundlage von Artikel 23 Abs. 1 Bst. c ausgesprochen werden können, sollen künftig alle Buchstaben dieser Bestimmung – mit Ausnahme von Buchstabe c und d – als Strafgrundlage dienen. Der Buchstabe c gilt künftig nur noch für Arbeitgebende in Bezug auf die bei ihnen beschäftigten Personen und für Logisgebende, die keine Bezahlung verlangen, da Bst. b von Artikel 8a aufgehoben wird (siehe Kommentar zu den einzelnen Artikeln).

2.2. Neue Möglichkeit für Zugriff auf die Informatikplattform für die Einwohnerregisterdaten (FriPers)

Nach aktuellem Stand können nur Behörden und öffentliche Verwaltungen zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben einen direkten Zugriff auf FriPers erhalten (Artikel 16a Abs. 2 Bst. a EKG). Für die Bekanntgabe von Daten an private Personen und Organisationen, die mit der Erfüllung einer öffentlichen Aufgabe beauftragt sind, über einen Leistungsauftrag verfügen oder staatliche Subventionen erhalten, verweist Artikel 17a in seiner jetzigen Fassung auf Artikel 16a Abs. 1 und Abs. 2 Bst. b.

Artikel 16a Abs. 2 Bst. b EKG erlaubt die Datenbekanntgabe aber nur in Listenform (Datenauszug). Diese Kommunikationsform ist jedoch nicht immer mit der Realität der zu erfüllenden Dienste der privaten Partner des Staates vereinbar. Dies trifft insbesondere auf die Dienste der Gesellschaft eOperations Schweiz AG zu. Die Funktionsweise der Lösung eUmzugCH erfordert die Einsicht in gewisse Daten aus dem kantonalen Einwohnerregister «FriPers»: Name, Vorname, Geschlecht, Geburtsdatum, Adresse in der Wegzugsgemeinde (Hauptwohnsitz) und AHV-Nummer der Person, welche die Meldung vornimmt, zu Identifikationszwecken. Diese Dateneinsicht unterscheidet sich jedoch von

einem Zugriff mittels Abrufverfahren, mit dem eOperations Schweiz AG ein zu umfassender Zugriff auf die Daten von FriPers gewährt würde. Deshalb wird mit dem Entwurf eine neue Form der Dateneinsicht für FriPers eingeführt. In Zukunft soll es möglich sein, die Plattform FriPers abzurufen, um in einem bestimmten Fall gezielt bestimmte Daten einer Person zu erhalten und damit die gewünschte Leistung für sie erbringen zu können. Eine solche Dateneinsicht könnte nicht nur eOperations Schweiz AG gewährt werden, sondern auch allen privaten Personen und Organisationen, die mit der Erfüllung einer öffentlichen Aufgabe beauftragt sind, über einen Leistungsauftrag verfügen und/oder staatliche Subventionen erhalten. Diese Form der Einsicht, die weniger weit geht als ein Zugriff mittels Abrufverfahren, entspricht dem Prinzip der Datenminimierung gemäss Datenschutzrecht. Die Benutzerin oder der Benutzer der Plattform trägt diese Daten selbst ein. eUmzugCH muss durch Abruf von FriPers auch die Familienmitglieder (Ehepartner, Kinder) der sich meldenden Person identifizieren können, um diese nach Bestätigung der Benutzerin oder des Benutzers ebenfalls in die Meldung mit aufzunehmen. Es werden keine FriPers-Daten von Benutzerinnen oder Benutzern von eUmzugCH oder der jeweiligen Familienmitglieder ohne deren ausdrückliche Zustimmung verarbeitet. Diese Bedingung für den Zugriff von eUmzugCH auf gewisse FriPers-Daten ist in der Verordnung des Staatsrats zur Umsetzung eines Projekts zur elektronischen Umzugsmeldung festgelegt.

3. Ergebnisse der Vernehmlassung

Das externe Vernehmlassungsverfahren lief von 15. September bis 15. Dezember 2020. Es richtete sich an zahlreiche Empfänger, die von der geplanten Revision besonders betroffen sind, das heisst unter anderem an den Freiburger Wohnungs- und Immobilienmonitor, die ASLOCA, Serafe AG, die Immobilienkammer Freiburg, den Hauseigentümerverband und an eOperations Schweiz AG. Des Weiteren wurden alle Direktionen und deren besonders betroffene Ämter angehört.

Im Allgemeinen wurde der Vorentwurf von der grossen Mehrheit der angehörten Stellen begrüsst und es gab keinen grundsätzlichen Einwand, weder zur Frage der Meldepflicht von Immobilienverwaltungen, Vermietenden und Logisgebenden, noch zur spezifischeren Frage der Möglichkeit von Online-Umzugsmeldungen.

Bei der Bereitstellung von Daten an private Dritte mit einer öffentlichen Aufgabe wie «eUmzugCH» stimmte eine Mehrheit für Variante A (Artikel 17a). Die Bestimmung wird weiter unten im Kommentar zu den einzelnen Artikeln erklärt (s. Kommentar zu Artikel 17a, S. 9). Variante B wurde von den angehörten Stellen als zu restriktiv empfunden und deshalb verworfen.

Im Übrigen wurden einige Vorschläge aus der Vernehmlassung nicht übernommen.

Dies gilt für die Vorschläge, die der Freiburger Gemeindeverband (FGV) und verschiedene Gemeinden gemacht hatten und die insbesondere den Heimatschein betrafen. Da sich das E-Government ständig weiterentwickelt (z. B. neues Infostar-System ab 2024), ist es zurzeit empfehlenswerter, die Praxis wo nötig zu präzisieren oder zu ändern, namentlich über das «Handbuch für die Vorsteherinnen und Vorsteher der Einwohnerkontrolle», umso mehr als das EKG in seiner heutigen Form bereits einige Möglichkeiten für den elektronischen Zugriff erlaubt. Dies gilt auch für die Detailregelung der Meldepflicht von Dritten, da die technischen Aspekte der Umsetzung nicht in einem Rahmengesetz wie dem EKG festgelegt werden sollten. Die Gemeinden haben – namentlich über den FGV – nach der Möglichkeit einer Ersatzvornahme bei der Meldung durch Dritte gefragt. Dieser Vorschlag geht jedoch über den Antrag der Motion Thalmann-Bolz und Butty hinaus.

Dies gilt auch für den Vorschlag der ILFD, die eine Bestimmung zur Datenaufbewahrung durch die Gemeinden anregte. Dabei handelt es sich jedoch um eine Frage im Bereich des Datenschutzes, die nicht speziell die Einwohnerkontrolle betrifft.

Die Warnungen der Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz schliesslich wurden berücksichtigt. Sie wurden jedoch nicht als Hinderungsgrund für die Fortführung des Projektes angesehen. Einige der verlangten Ergänzungen wie jene von Artikel 6b Abs. 2 (Liste der Informationen, die Dritte übermitteln) wurden aufgenommen.

Das Vernehmlassungsverfahren hat dazu beigetragen, einige wesentliche Änderungen vorzunehmen, welche die Lesbarkeit und Verständlichkeit des Gesetzes verbessern. Zudem hat das Verfahren eine Beschäftigung mit grösseren Fragen des E-Governments im Allgemeinen ermöglicht.

4. Kommentar zu den einzelnen Artikeln

Art. 6 (Artikelüberschrift geändert)

Um die Systematik der Änderungen sicherzustellen, muss der Titel von Artikel 6 in «Ankunftserklärung – Meldung durch betroffene Personen» geändert werden. Dies erlaubt die Einführung von Artikel 6a zur Meldepflicht von Dritten wie Liegenschaftsverwaltungen, Vermietenden oder Logisgebenden.

Art. 6a (neu)

Diese neue Bestimmung legt die Meldepflicht fest, die künftig auch für Vermietende, Liegenschaftsverwaltungen und Logisgebende gilt. Diese Meldepflicht, die derzeit subsidiär

und auf Anfrage besteht, wird nun jener Pflicht gleichgestellt, die für Mieterinnen und Mieter gilt.

Die Platzierung dieser Bestimmung direkt im Anschluss an Artikel 5 «Ankunftserklärung – Meldung durch betroffene Personen» hat systematische Gründe: Es handelt sich um die Einführung einer Pflicht, die denselben Rang hat wie jene in Artikel 5, mit derselben Frist. Die meldepflichtigen Personen werden ausdrücklich festgelegt, und zwar bevor im neuen Artikel 6b die Einzelheiten der Ankunftserklärung beschrieben werden.

Diese Bestimmung trägt dem Grundsatz der von der Motion verlangten Gesetzesänderung Rechnung. Künftig unterstehen alle natürlichen und juristischen Personen, die Drittpersonen gegen Entgelt für eine Dauer von mehr als drei Monaten beherbergen, einer Drittmeldepflicht. Gemeint sind insbesondere Vermietende, Liegenschaftsverwaltungen und Logisgebende, die Drittpersonen gegen Entgelt beherbergen. Sie müssen die zuständigen Behörden sofort, jedoch spätestens innerhalb von vierzehn Tagen benachrichtigen.

Absatz 2 liegt die waadtländische Gesetzgebung zugrunde. Die Bestimmung sieht einige Sonderfälle vor, die nach Absatz 1 zwar meldepflichtig wären, in welchen aber die Meldepflicht, zumindest für Kurzaufenthalte, nicht zweckmässig wäre.

Art. 6b (neu)

Artikel 6b und die darin enthaltenen Einzelheiten sind notwendig, weil mit der Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle der Kreis der Personen, die verpflichtet sind, Ankunft, Wegzug und Adressänderungen von Einwohnerinnen und Einwohnern zu melden, erweitert wird. Gemäss Artikel 6 des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle sind Einwohnerinnen und Einwohner verpflichtet, sich bei der Vorsteherin oder beim Vorsteher der Einwohnerkontrolle anzumelden. Da diese Meldepflicht in Zukunft neben der neuen Drittmeldepflicht weiterbestehen wird, müssten die Behörden zwei Meldungen für dieselben Personen erhalten, weshalb einige Erläuterungen erforderlich sind. Die doppelte Meldung wird die Aktualität der Einwohnerdaten verbessern. Sie muss jedoch bestimmte Anforderungen erfüllen, die in dieser Bestimmung festgehalten werden.

Absatz 1 legt den Grundsatz für die Art der Ankunfts- oder Wegzugsmeldung durch Dritte im Sinne von Artikel 6a fest, d. h. Meldung auf dem Korrespondenzweg oder auf elektronischem Weg.

Absatz 2 führt aus, welche Informationen die gemäss Artikel 6a meldepflichtige Person übermitteln muss. Damit werden auch die von Dritten anzugebenden Personendaten eingeschränkt, womit den Anforderungen des Datenschutzes entsprochen werden kann.

Absatz 3 schliesslich legt den Grundsatz der doppelten Meldung fest, indem klargestellt wird, dass die Meldung durch die betroffene Person im Sinne von Artikel 6 nicht von der Meldung durch Dritte im Sinne von Artikel 6a entbindet und umgekehrt.

Art. 8 Abs. 1 (geändert)

Der erste Absatz dieser Bestimmung war so formuliert, dass er nur die Personen, die ihre eigene Ankunft oder ihren eigenen Wegzug bei der zuständigen Behörde anmelden müssen, betraf. Da künftig jedoch auch Drittpersonen meldepflichtig sein können, ist es angebracht, diesen Absatz so umzuformulieren, dass er die in Artikel 6a festgelegten Personen mit einschliesst.

Das gleiche Formulierungsproblem trifft auch auf den restlichen Teil der Bestimmung zu. Die Änderung des ersten Absatzes reicht jedoch bereits für eine eindeutige Rollenteilung aus und macht es unmissverständlich, dass die in den folgenden Absätzen aufgelisteten Auskünfte entweder von der Person selbst oder von einer meldepflichtigen Person gemäss Artikel 6a erteilt werden müssen.

Art. 8a Abs. 1 Bst. b (aufgehoben) und c (geändert)

Buchstabe b des ersten Absatzes von Artikel 8a wird aufgehoben, weil er nicht mehr zweckmässig ist. Buchstabe c wird geändert, um zwischen den Logisgebenden nach Artikel 6a und jenen, die eine kostenlose Unterkunft im Sinne der vorliegenden Bestimmung anbieten, zu unterscheiden. Diese Bestimmung sieht eine subsidiäre Auskunftspflicht vor, wohingegen für Vermietende, Liegenschaftsverwaltungen und Logisgebende, die eine Bezahlung verlangen, wie in Artikel 6a vorgesehen künftig eine allgemeine Meldepflicht gilt.

Art. 10 Abs. 1 (geändert)

Zusätzlich zur Pflicht der Ankunftserklärung in einer Gemeinde ist im Gesetz über die Einwohnerkontrolle eine Pflicht zur Meldung jeder Änderung der Umstände betreffend Identität und Adresse einer bei der Gemeinde angemeldeten Person vorgesehen. Die betreffende Person hat den Gemeindebehörden solche Änderungen innerhalb von 30 Tagen mitzuteilen.

Der geänderte Absatz 1 ist um die in Artikel 6a festgelegten meldepflichtigen Personen ergänzt.

Art. 11 Abs. 2 (neu)

Die Bestimmung wird mit einem zweiten Absatz ergänzt. Der letzte Schritt der Meldepflicht gilt neu auch für die in Artikel 6a festgelegten Personen, die den Wegzug der von ihnen

beherbergten Personen melden müssen. Sie sind jedoch von der Pflicht der Angabe des neuen Bestimmungsortes der Person, die aus der Gemeinde wegzieht, befreit. Diese Lockerung der Bestimmung bezweckt, dass die in Artikel 6a bestimmten Personen sich nicht in stärkerem Ausmass als im Mietvertrag vorgesehen in das Privatleben der von ihnen beherbergten Drittpersonen einmischen müssen. Es ist in dieser Hinsicht daran zu erinnern, dass die in Artikel 6a festgelegten Personen in Bezug auf ihre Interaktionen mit den Drittpersonen, die sie beherbergen, private Parteien und keine Vertreter der Behörden sind.

Art. 16a Abs. 2 Bst. a^{bis} (neu)

Nach dem aktuellen Wortlaut des Gesetzes sind die Möglichkeiten des Datenaustausches mit der Plattform FriPers momentan auf einen direkten Zugriff mittels Abrufverfahren beschränkt (Art. 16a Abs. 2 Bst. b). Dabei handelt es sich um einen automatisierten Datenbekanntgabemodus, bei dem die Empfängerin oder der Empfänger der Daten aufgrund einer Bewilligung der oder des Verantwortlichen der Datensammlung selber und ohne vorherige Kontrolle über den Zeitpunkt und den Umfang der Bekanntgabe entscheidet (s. Art. 3 Abs. 1 Bst. c des Reglements über die Sicherheit der Personendaten [DSR; SGF 17.15]). Es gibt jedoch andere Möglichkeiten des Austausches, die weniger weit gehen als der Zugriff mittels Abrufverfahren. Dies gilt namentlich für die Schnittstelle, die zwischen der Plattform «eUmzugCH» und der Plattform FriPers geschaffen werden soll. Mit diesem System greift die Plattform «eUmzugCH» zu keinem Zeitpunkt direkt und selbst auf die Daten der Plattform FriPers zu. Die geplante Schnittstelle erlaubt der Plattform «eUmzugCH» lediglich, eine elektronische Anfrage an die Plattform FriPers zu senden. Anschliessend wird die Anfrage von der Plattform FriPers automatisch verarbeitet. Wenn die Anfrage den vorgängig festgelegten Bedingungen genügt – und nur dann –, übermittelt die Plattform FriPers die vorgesehenen Daten an die Plattform «eUmzugCH». Es handelt sich also nicht um einen Zugriff mittels Abrufverfahren, sondern um eine automatisierte Datenbekanntgabe, für die verschiedene Bedingungen definiert werden können.

Diese Möglichkeit des Datenaustausches ist im EKG momentan nicht vorgesehen. Da sie jedoch einem besonderen Interesse entspricht und auch in anderen Situationen denkbar ist (was angesichts der zunehmenden E-Government-Dienste sehr wahrscheinlich scheint), sollte sie im EKG explizit erwähnt werden. Die vorliegende Bestimmung sieht deshalb eine im Vergleich zum Zugriff mittels Abrufverfahren moderatere Variante vor.

An dieser Stelle ist es angebracht, die Unterschiede und Gemeinsamkeiten von Artikel 16a Abs. 2 Bst. a und Artikel 16a Abs. 2 Bst. a^{bis} zu erläutern. Zu den Gemeinsamkeiten ist zu sagen, dass sowohl das Zugriffsverfahren mittels

Abruf als auch die Möglichkeit von elektronischen Anfragen an die Plattform FriPers jedes Mal ein Bewilligungsgesuch und einen positiven Entscheid der SJD erfordern. Die Unterschiede betreffen die Art des Datenzugriffs. Die Erteilung des Zugriffs mittels Abrufverfahren gewährt der Empfängerin oder dem Empfänger des Entscheids einen uneingeschränkten Zugriff auf die Daten der Plattform FriPers im Sinne des verfügten Entscheids und solange dieser gültig ist. Wenn die Bewilligung erteilt ist, hat deren Empfängerin oder Empfänger Zugriff auf alle in der Bewilligung aufgeführten Daten sämtlicher Bürgerinnen und Bürger, ohne dass noch eine vorgängige Kontrolle erfolgen würde. Bei der Möglichkeit, für bestimmte Daten eine elektronische Anfrage für die Bekanntgabe bestimmter Daten an die Informatikplattform FriPers zu senden, ist das anders. In diesem Fall kann die Empfängerin oder der Empfänger der Bewilligung nicht sämtliche Daten aller Einwohnerinnen und Einwohner frei einsehen. Er oder sie kann dies nur bei bestimmten Personen tun und nur, wenn bestimmte Bedingungen, die vorgängig in einem Informatikprotokoll festgelegt wurden, erfüllt sind. Der Datenaustausch unterliegt demnach einer vorgängigen Kontrolle. Die Bearbeitung der Anfrage und die Prüfung der Bedingungen werden von der Plattform FriPers automatisiert durchgeführt. Wenn die vorgängig festgelegten Bedingungen erfüllt sind, löst die Plattform die Datenbekanntgabe automatisch aus. Wenn die Bedingungen nicht erfüllt sind, wird der Prozess unterbrochen und es werden keine Daten bekanntgegeben. In solchen Situationen gibt es bei der Frage, ob der Datenaustausch stattfinden darf oder nicht, keinen Handlungsspielraum. Deshalb macht die Tatsache, dass die Kontrolle automatisiert erfolgt, diese besonders zuverlässig.

Art. 17a Abs. 1 (geändert) und Abs. 2 (neu)

Durch die vorgeschlagene Änderung von Artikel 17a EKG gilt Artikel 16a Abs. 2 EKG neu ebenfalls für private Personen und Organisationen, die mit der Erfüllung einer öffentlichen Aufgabe beauftragt sind, über einen Leistungsauftrag verfügen oder staatliche Subventionen erhalten, damit ihnen die Einsicht in bestimmte Daten von FriPers gewährt werden kann. Mit einem Verweis auf Artikel 16a als Ganzes verlangt der neue Wortlaut von Artikel 17a nun auch, dass das Verfahren und die Modalitäten für die Zugriffsbewilligung in einer neuen Verordnung des Staatsrats festgelegt werden. Für eUmzugCH werden dieselben Zugriffsbedingungen gelten, wie sie derzeit in der provisorischen Verordnung vorgesehen sind. Diese verlangt namentlich, dass die Benutzer der Verarbeitung der betreffenden Daten im Voraus ausdrücklich, frei und in Kenntnis der Sachlage zugestimmt haben müssen.

Der Inhalt der vorgeschlagenen Variante ist breit formuliert und ermöglicht so die Übermittlung bestimmter Daten von FriPers an weitere private Personen und Organisationen neben eOperations Schweiz AG, wenn diese für die Erfüllung einer Aufgabe, mit der sie der Staat beauftragt hat – was eine

ausdrückliche Gesetzesgrundlage nötig macht – oder die ihnen in einem Leistungsauftrag übertragen wurde, darauf angewiesen sind.

Absatz 2 ergänzt Absatz 1. Er gilt für nicht-staatliche Personen und Stellen und sieht die Pflicht vor, mit den betreffenden Personen und Organisationen einen Vertrag abzuschliessen, der insbesondere die Datensicherheit betrifft. Die Gesetzgebung über den Datenschutz bleibt in jedem Fall vorbehalten.

5. Auswirkungen des Entwurfs

5.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Der vorliegende Entwurf hat für den Kanton keine finanziellen Auswirkungen zur Folge.

5.2. Auswirkungen auf die Aufgabenteilung Staat–Gemeinden, Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht und Evaluation der Projektnachhaltigkeit

Die neuen Bestimmungen, die sich aus der Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle ergeben, gelten in erster Linie für die Gemeinden, die gemäss Artikel 12 Abs. 1 EKG die Einwohnerkontrolle führen. Die Gemeinden müssen eine effiziente Zusammenarbeit mit den in Artikel 5a festgelegten Personen sicherstellen und zur Berücksichtigung dieser neuen Meldequelle ihre Informatiksysteme für die Einwohnerkontrolle aktualisieren. Vor diesem Hintergrund wird es zur Aufgabe der Gemeinden, den Standard eCH-0112, der den «Datenaustausch zwischen den Liegenschaftsverwaltungen und Eigentümern und den Gemeinden über die Ankunft und den Wegzug von Mieterinnen und Mietern» betrifft und auf den «Informationsfluss von den Liegenschaftsverwaltungen/Eigentümern zu den Gemeinden» abzielt, in ihre Informatiksysteme zu implementieren. Der Freiburger Gemeindeverband (FGV) hat sich für die Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle ausgesprochen und die Freiburger Gemeinden scheinen dazu bereit zu sein, die nötigen Mittel für die Umsetzung des neuen Systems bereitzustellen. Dabei wird es sich vor allem um technische und finanzielle Mittel handeln, die grundsätzlich im Rahmen des Updates der Gemeindeverwaltungssoftware übernommen werden.

Der vorliegende Vorentwurf ist mit dem übergeordneten europäischen Recht, dem Bundesrecht und der Kantonsverfassung vereinbar. Es ergeben sich keine Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung.

Loi modifiant la loi sur le contrôle des habitants

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **114.21.1**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2020-DSJ-4 du Conseil d'Etat du 15 juin 2021;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

L'acte RSF 114.21.1 (Loi sur le contrôle des habitants (LCH), du 23.5.1986) est modifié comme il suit:

Art. 6

Déclaration d'arrivée – Annonce par les personnes concernées (*titre médian modifié*)

Art. 6a (nouveau)

Déclaration d'arrivée – Obligation d'annonce de tiers

¹ Toute personne telle que bailleur, gérant d'immeubles ou logeur, qui loge un tiers contre rémunération pour une durée de plus de trois mois, est tenue d'annoncer l'arrivée de ce tiers dans les quatorze jours.

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **114.21.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DSJ-4 des Staatsrats vom 15. Juni 2021;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 114.21.1 (Gesetz über die Einwohnerkontrolle (EKG), vom 23.5.1986) wird wie folgt geändert:

Art. 6

Ankunftserklärung – Meldung durch betroffene Personen (*Artikelüberschrift geändert*)

Art. 6a (neu)

Ankunftserklärung – Meldepflicht Dritter

¹ Alle Personen, wie Vermieter, Liegenschaftsverwaltungen oder Logisgeber, die gegen Entgelt Drittpersonen für eine Dauer von mehr als drei Monaten beherbergen, müssen die Ankunft dieser Drittpersonen innerhalb von vierzehn Tagen melden.

² Les institutions de santé autorisées, les établissements d'exécution des peines et mesures, de même que les personnes qui hébergent des tiers gratuitement, ne sont pas astreints à ces annonces tant que le séjour de leurs hôtes ne dépasse pas trois mois.

Art. 6b (nouveau)

Déclaration d'arrivée – Modalités

¹ Les tiers soumis à l'obligation d'annonce selon l'article 6a peuvent le faire par correspondance ou par voie électronique, auprès du préposé au contrôle des habitants.

² Les informations transmises par les personnes soumises à l'obligation d'annonce au sens de l'article 6a sont les suivantes: nom, prénom, date de naissance, sexe, adresse de domicile, commune de domicile, date de déménagement, identificateur du bâtiment (EGID) et identificateur de logement (EWID).

³ L'annonce faite par un tiers ne dispense pas la personne concernée des formalités qu'elle doit accomplir personnellement, et réciproquement.

Art. 8 al. 1 (modifié)

¹ Toute personne astreinte à l'obligation d'annoncer au sens des articles 6 et 6a communique, de façon conforme à la vérité, les données nécessaires à la tenue des registres des habitants.

Art. 8a al. 1

Obligation de renseigner sur demande (*titre médian modifié*)

¹ Lorsque les personnes tenues de s'annoncer ne s'acquittent pas de leur obligation ou ne le font que de manière incomplète, les personnes suivantes communiquent sur demande au préposé les données nécessaires à la tenue du registre des habitants:

b) *Abrogé*

c) (*modifié*) les logeurs, pour les personnes habitant dans leur ménage à titre gratuit.

² Einrichtungen des Gesundheitswesens mit Betriebsbewilligung, Anstalten für den Straf- und Massnahmenvollzug und Personen, die Drittpersonen unentgeltlich beherbergen, unterliegen nicht der Meldepflicht, sofern die Dauer des Aufenthalts ihrer Gäste weniger als drei Monate beträgt.

Art. 6b (neu)

Ankunftserklärung – Einzelheiten

¹ Dritte, die gemäss Artikel 6a meldepflichtig sind, können die Meldung auf dem Korrespondenzweg oder auf elektronischem Weg beim Vorsteher der Einwohnerkontrolle vornehmen.

² Personen, die gemäss Artikel 6a meldepflichtig sind, übermitteln die folgenden Informationen: Name, Vorname, Geburtsdatum, Geschlecht, Wohnadresse, Wohngemeinde, Umzugsdatum, Gebäudeidentifikator (EGID) und Wohnungsidentifikator (EWID).

³ Die Meldung durch Dritte entbindet die betroffene Person nicht von den Formalitäten, die sie persönlich vornehmen muss; dies gilt auch im umgekehrten Fall.

Art. 8 Abs. 1 (geändert)

¹ Alle Personen, die gemäss Artikel 6 und 6a meldepflichtig sind, müssen über Daten, die für die Führung der Einwohnerregister erforderlich sind, wahrheitsgetreu Auskunft erteilen.

Art. 8a Abs. 1

Auskunftspflicht auf Verlangen (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Kommen meldepflichtige Personen ihrer Verpflichtung nicht oder nur unvollständig nach, so erteilen die nachfolgenden Personen dem Vorsteher auf Anfrage hin die für die Führung des Einwohnerregisters notwendigen Auskünfte:

b) *Aufgehoben*

c) (*geändert*) Logisgeber über Personen, die unentgeltlich in ihrem Haushalt wohnen.

Art. 10 al. 1 (modifié)

¹ Tout changement des données relatives à l'identité et à l'adresse d'une personne établie ou en séjour (art. 6 let. a et e à g LHR et art. 4 al. 2 let. a de la présente loi) doit être communiqué dans les trente jours par toute personne astreinte à l'obligation d'annonce au sens des articles 6 et 6a.

Art. 11 al. 2 (nouveau)

² Cette obligation incombe également à toute personne désignée à l'article 6a, à l'exception toutefois de l'obligation d'indiquer la destination de la personne qui quitte le logement.

Art. 16a al. 2

² Selon que leurs tâches exigent un accès régulier ou ponctuel aux données de la plate-forme, ces autorités et administrations bénéficient:

a1)(nouveau) de la possibilité d'adresser électroniquement à la plate-forme informatique une requête tendant à la communication de certaines données;

Art. 17a al. 1 (modifié), **al. 2** (nouveau)

¹ L'article 16a est applicable aux particuliers et organisations privées chargés de l'exécution d'une tâche publique ou qui sont au bénéfice d'un mandat de prestations et/ou subventionnés par l'Etat.

² L'organe compétent pour autoriser les accès à la plate-forme informatique s'assure, au moyen d'un contrat, que la sécurité des données transmises est garantie.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

Art. 10 Abs. 1 (geändert)

¹ Jede Änderung der Angaben zur Identität und Adresse eines Niedergelassenen oder eines Aufenthaltlers (Art. 6 Bst. a und e–g RHG und Art. 4 Abs. 2 Bst. a dieses Gesetzes) ist von jeder Person, die nach den Artikeln 6 und 6a meldepflichtig ist, innerhalb von dreissig Tagen zu melden.

Art. 11 Abs. 2 (neu)

² Diese Pflicht gilt auch für alle Personen nach Artikel 6a, der Bestimmungsort der wegziehenden Person muss jedoch nicht angegeben werden.

Art. 16a Abs. 2

² Je nachdem, ob ihre Aufgaben einen regelmässigen oder punktuellen Zugriff auf die Daten der Informatikplattform erfordern, verfügen diese Behörden und Verwaltungen über:

a1)(neu) die Möglichkeit, für die Bekanntgabe bestimmter Daten eine elektronische Anfrage an die Informatikplattform zu senden;

Art. 17a Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (neu)

¹ Artikel 16a gilt für private Personen und Organisationen, die mit der Erfüllung einer öffentlichen Aufgabe beauftragt sind, über einen Leistungsauftrag verfügen oder vom Staat Subventionen empfangen.

² Das Organ, das für die Gewährung des Zugriffs auf die Informatikplattform zuständig ist, sorgt mit einem Vertrag für die Sicherheit der übermittelten Daten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.